

SIERRA PÉRUVIENNE : STRATÉGIES PAYSANNES FACE À LA CRISE

Quelques cas d'évolution
de l'utilisation du sol

Evelyne MESCLIER
Institut français d'études andines
Lima, Pérou

Nous présenterons ici les premiers résultats d'une étude en cours sur les choix de production de paysans de la sierra péruvienne - minifundiaires, organisés en "communautés" rurales dotées d'institutions et de règles - qui destinent une proportion importante de leurs produits agricoles au marché urbain. Ces choix se réalisent actuellement dans un contexte de dégradation rapide de la situation économique : baisse de la production et hyperinflation accompagnée de l'incohérence des prix relatifs et de la dollarisation de l'économie. D'autre part, la sécheresse a frappé durement lors de la dernière campagne agricole, 1989-1990, en particulier dans le Sud du pays. Les dernières années ont été également marquées par l'interventionnisme du gouvernement García (1985-1990) en matière de politique agraire. Ces divers éléments s'imbriquent pour expliquer les choix actuels des paysans, qui eux-mêmes portent à conséquence pour les consommateurs, et entrent en jeu dans le degré de dépendance alimentaire - traditionnellement élevé pour certains produits comme le blé - d'un pays à court de devises. Nous chercherons ici à comprendre, à travers l'évolution de l'utilisation du sol dans les dernières années, comment les paysans réagissent à la crise. Il y aurait bien sûr toute une typologie d'exploitations à réaliser : Hopkins et Barrantes ont démontré¹ que la taille de l'exploitation considérée joue un rôle dans la proportion de la superficie allouée à telle ou telle culture, selon sa place dans la consommation familiale et ses exigences en travail. C'est à l'échelle de ou des zones de production "plutôt" tournées vers le marché de trois communautés rurales que nous analyserons les changements.

¹ *La lenta modernización de la economía campesina.*
1987.

TROIS COMMUNAUTÉS DE CUSCO

Elles présentent des caractéristiques relativement originales. Un de ces traits particuliers est la facilité des liaisons au Cusco. Un autre est l'augmentation rapide du nombre de foyers munis d'un téléviseur, un troisième est l'accès général à l'éducation secondaire sur place ou à proximité et à l'université, les "universitaires" qui reviennent formant par la suite un groupe un peu à part dans cette communauté. Ces éléments se conjuguent pour souligner la grande importance de l'économie et de la politique nationales et régionales dans la dynamique de ces communautés. Enfin, leurs territoires sont situés à un étage altitudinal (entre 3 300 et 3 700 m) et dans des conditions climatiques qui permettent un choix relativement large de cultures.

Pucyura (communauté Juan Velasco Alvarado) est à environ une demi-heure en bus de la ville. Les habitants sont pour la plupart regroupés dans la capitale de district, Pucyura. Le territoire de la communauté comprend, outre la vallée principale où est installé le village, des vallées secondaires et les hauteurs qui les dominent. Nous nous intéresserons ici aux fonds de vallées, irrigués et spécialisés dans les cultures commerciales. Les cultures d'oignons et de carottes y sont implantées depuis une vingtaine d'années. Celle des pommes de terre "primeur" est très ancienne. Pucyura est la seule localité de notre échantillon où elles occupent des superficies importantes (disponibilités en eau et relative faiblesse des gelées). Le maïs, qui occupait auparavant la plupart des parcelles irriguées, n'est plus qu'un élément de la rotation. Il garde malgré tout une place que justifient son rôle dans l'alimentation humaine et animale et le fait que l'alcool de maïs sert à "faire travailler" la main-d'œuvre agricole. Oignons, carottes et pommes de terre alimentent les marchés de Cusco, ville en forte croissance au cours des trois dernières décennies (80 000 habitants en 1961, 275 000 en 1990) et, pour l'oignon, des villes plus petites d'Abancay et Quillabamba.

Les structures sociales et foncières de Pucyura sont très inégalitaires. Autour de la place d'Armes vivent des gens qui marquent volontiers leur différence avec les autres habitants du village et plus encore avec ceux des hauteurs qui viennent travailler pour eux comme *peones* ou main-d'œuvre rémunérée mais pratiquent encore, "entre eux" nous dit-on, l'échange de travail ou *ayni*. Il est d'usage de qualifier les premiers de "métis", la différence est moins raciale que culturelle - perceptible dans l'habillement, la maîtrise de l'espagnol, le type de fêtes auquel on participe, etc. - et économique. Les "métis" disposent de plus de terres irriguées, héritées ou achetées, que les simples

paysans. Ces terres sont les plus convoitées, elles sont d'ailleurs considérées comme des propriétés privées. Les terres d'altitude ne suscitent en revanche guère d'intérêt : elles sont éloignées et difficilement mécanisables. Comme il s'agit de culture pluviale, la prise de risques est plus importante, les cultures de rente, oignons ou carottes, n'y sont pas possibles. Les "métis" ont en outre l'avantage d'avoir pu développer d'autres activités : le commerce de bétail, une des plus lucratives mais qui demande un capital initial important, celui de la pomme de terre, le commerce de détail dans le village. Certains ont profité de leur activité politique ou syndicale après la réforme agraire pour améliorer leur position sociale dans le village.

La croissance naturelle de la population, que ne compensent plus les migrations crée un manque de terres, en particulier de terres irrigables, qui ne trouve pas de solution dans un marché pratiquement bloqué. Les "métis" se plaignent de ne pouvoir acquérir facilement de nouvelles parcelles : les paysans reçoivent maintenant des prêts pour cultiver - c'était une des lignes de la politique agraire du gouvernement García - se rendent maintenant compte de la valeur de la terre, et ne sont donc plus disposés à la leur céder. Les paysans, surtout les plus jeunes, plus instruits et plus dynamiques, affirment qu'ils cultiveraient volontiers de plus grandes superficies dans la zone de production irriguée. Ils surmontent en partie la difficulté en louant les terres de personnes âgées (souvent apparentées) ou des propriétaires terriens vivant en ville. Le propriétaire du terrain fournit souvent fertilisants et pesticides, éventuellement fait labourer le terrain à ses frais; le métayer fournit la main-d'œuvre (lui-même et les *peones*) et les semences. La récolte est partagée moitié-moitié. Ce type de métayage est logiquement préféré au fermage par les paysans des Andes, comme l'ont démontré divers auteurs : il permet un partage des risques et n'implique pas l'usage de fortes sommes d'argent.

Tambo-Real, à une heure et demie environ du Cusco, appartient à la *pampa* de Anta : une cuvette naturellement marécageuse, où les gelées accidentelles sont toujours possibles. Anciennement occupé par de grandes *haciendas* d'élevage, cet espace, plat et proche du Cusco, a servi de "laboratoire" de la réforme agraire, d'où la présence de diverses institutions de développement. Après l'échec (1976-1977) de l'immense coopérative créée au début de la décennie, les communautés récupèrent les terres de la *pampa*. Se forme alors une entreprise communale qui contrôle les terres associatives (aujourd'hui près de la moitié des 466 hectares de la communauté), et s'organise la parcellisation des terres de la *pampa* en lots d'un hectare. La parcellisation a laissé une structure foncière relativement égalitaire, qui

répond à une composition raciale et sociale assez homogène : une seule famille se dit "métisse", l'un des fils est d'ailleurs exclu de la communauté. Certains jeunes paysans qui n'ont pas encore reçu de lot ou veulent en exploiter de plus grands, cultivent quelques parcelles en métayage. Grâce aux travaux de drainage, les pâturages naturels ont laissé peu à peu la place aux cultures de maïs, pommes de terre, fèves, blé, en moindre proportion quinoa, oignons, et aux pâturages cultivés, introduits il y a quelques années. Les paysans commercialisent essentiellement le lait tiré de quelques vaches, une partie de leur récolte de pommes de terre et, éventuellement un peu de blé. L'entreprise communale dispose d'un troupeau d'environ 200 têtes de bétail "amélioré" (races locales et Holstein), laitier et d'embouche, dont une partie est vendue chaque année aux paysans. Elle commercialise également des pommes de terre. Elle dispose en outre d'infrastructures (magasin d'intrants, silos) et de machines agricoles, dont font usage également les paysans sur leurs exploitations individuelles. L'institution de développement présente ces dernières années est en train de mettre fin à son intervention : *a priori* les jeunes, "universitaires" et autres, ont pris l'avenir en main. Le travail est encore très souvent fourni par l'*ayni*. Les paysans qui cultivent de grandes superficies ou qui s'absentent souvent de la communauté et ne peuvent donc rendre le travail emploient des *peones*.

Maras-Ayllu, à environ 2 heures de Cusco en bus, est une communauté qui était, il y a trois ou quatre ans, spécialisée dans la culture de l'orge : la brasserie de Cusco, installée au début du siècle a mis en place un système de prêt de semences, avec remboursement en orge et priorité sur l'achat de la production. Nous verrons pourquoi le blé est en train de remplacer l'orge dans les parties basses. Le territoire est vaste (presque 4 000 hectares pour 700 à 800 familles) mais très sec (phénomène de foehn sur un plateau situé à l'ouest de la cordillère de l'Urubamba, et prédominance de terrains calcaires). Les étroites vallées sont traditionnellement cultivées en maïs, l'eau, trop peu abondante pour d'autres cultures, est fournie par des sources et captée par plusieurs systèmes de canaux. Le maïs est essentiellement destiné à la consommation domestique et à la vente dans une moindre mesure. Le reste du territoire, plat et mécanisable dans son ensemble, est essentiellement cultivé en céréales, en rotation avec les pommes de terre, les fèves et petits pois. La structure foncière est très inégalitaire : la superficie déclarée va de un à une centaine d'hectares. Quelques grandes familles se partagent le pouvoir et les plus grandes superficies de terrain. Les jeunes pratiquent le métayage, pour le blé ou l'orge : ils fournissent deux

dixièmes de la récolte seulement au propriétaire (vraisemblablement parce que l'investissement en fertilisants est beaucoup moins lourd que dans le cas des cultures maraichères). Ceux qui disposent du capital nécessaire (les membres des grandes familles, mais aussi des paysans plus modestes) font du commerce de bétail : ils se déplacent dans le département voisin d'Apurímac. Une autre ressource importante est l'exploitation, assez exigeante en travail (mais Maras dispose dans les autres communautés du district, plus pauvres, d'une main-d'œuvre relativement abondante) des salines situées en contrebas du plateau. L'exploitation des "puits" de sel se fait individuellement : la plupart des familles de Maras-Ayllu disposent d'un ou de plusieurs puits. La production est vendue obligatoirement à la municipalité, mis à part la "ration" - un quintal - gardé par chaque travailleur par jour de travail. Il s'agit d'un revenu important pendant plus de la moitié de l'année (la production s'arrête en saison des pluies), utilisé parfois pour financer la campagne agricole.

La communauté est divisée par des conflits autour de trois pôles, le président et sa bande, jeunes activistes d'extrême-gauche, la paroisse, où se relaient des clercs étrangers qui mènent une action politique et humanitaire, et une organisation non gouvernementale de développement, accusée par le président d'avoir voulu accaparer des terres et d'être l'agent de l'impérialisme étranger. Ces conflits jouent bien sûr un rôle économique, en particulier dans la mesure où le président gère les biens, machines agricoles, moulin électrique et maintenant four électrique, de la communauté.

ÉVOLUTION DES CHOIX DE PRODUCTION

Le poids des aléas climatiques

Si en 1988-1989 le climat a été favorable, la campagne 1989-1990 a été marquée par une sécheresse générale et prolongée au milieu de la saison des pluies. A l'échelle régionale il y a eu au mois de juin des chutes de neige et localement, dans la *pampa* de Anta et jusqu'à Pucuyra, des gelées nocturnes tardives (novembre) puis précoces (mars). La sécheresse a provoqué ici comme ailleurs des pertes importantes pour les céréales (petite taille des plants et grains sans substance) et pour les pommes de terre qui ont en outre subi l'attaque de vers. Les chutes de neige ont aggravé les pertes subies par les céréales. Les producteurs céréaliers de Maras-Ayllu n'envisagent pas pour autant d'abandonner la culture du blé et de l'orge, car, disent-ils, il n'y a rien d'autre à faire sur le plateau, tant qu'on

ne réalise pas les travaux d'irrigation. En outre, les récoltes sont parfois excellentes. Les effets de la sécheresse sur les stratégies est en revanche marquée, bien qu'indirecte, pour la pomme de terre : à Maras comme à Pucuyra, on attribue la plus grande violence de l'attaque des vers à la sécheresse. Or la présence des vers, déjà importante dans les années antérieures, est un des facteurs de désaffection pour cette culture. Nous devons établir une distinction également entre pommes de terre et autres productions en ce qui concerne les changements de stratégie provoqués par les gelées. A Tambo Real, la gelée de novembre a affecté durement le maïs, à tel point qu'on s'est résigné à arracher les plants. Or, on a constaté, que près de la moitié des parcelles ont été resemées en maïs. Il n'avait que peu de chances d'arriver à maturité avant les gelées de saison sèche : les paysans en le semant ont eu pour objectif principal d'assurer l'alimentation du bétail grâce aux tiges, la production de grains étant secondaire. A Pucuyra, le maïs a survécu à la gelée de novembre, moins forte que dans la *pampa*. Les oignons et carottes présentent l'avantage d'une bonne résistance aux gelées. Les gelées accidentelles n'ont donc pas entraîné de désaffection pour ces cultures. En revanche, on s'inquiète du rythme des gelées lorsqu'il s'agit de décider si l'on sèmera ou non des pommes de terre "primeur". L'arrivée tardive des gelées de saison sèche laisse craindre aux paysans qu'elles se prolongent après la fin du mois d'août et affectent les jeunes plants semés normalement en juillet. D'autres considérations entrent alors en jeu : si on sème ces pommes de terre plus tard, elles seront récoltées trop tardivement pour être vendues à un prix intéressant. Si on sème malgré tout en juillet, on prend un risque d'autant plus important que l'investissement est lourd.

Les accidents climatiques évoqués se produisent avec une certaine fréquence : ils sont toujours envisagés par le paysan. Les systèmes de production ne sont donc pas remis en cause : on n'envisage pas de se séparer du bétail à Tambo Real, mais on prend des mesures pour assurer sa survie; on en reste aux céréales à Maras, déjà céréalier à l'époque coloniale. Le cas de la pomme de terre est différent : l'accident climatique ne fait que porter à leur comble les difficultés créées par le contexte économique.

Hyperinflation : repli ou anticipation

L'inflation péruvienne, en 1989, a atteint 2 700 %. Au cours des premiers mois de 1990 elle était d'environ 30 à 40 % par mois. Le 8 août 1990, le nouveau gouvernement fixait l'essence à 30 fois son prix antérieur. Le prix du pain passait quant à lui de 5 000 à 25 000 intis.

Dans cette situation d'instabilité générale, les prix relatifs évoluent constamment. Javier Escobal D'Angelo¹ montre la complexité de l'évolution des coûts réels des intrants, main-d'œuvre, utilisation de machines dans l'agriculture. La politique de subvention des intrants mise en place au début du gouvernement García avait permis d'abaisser le coût réel de ces produits. Dès 1988 le prix réel des pesticides augmente. Sans entrer ici dans des calculs, nous évoquerons les effets sur les choix des paysans de ces variations, en prenant comme exemple l'évolution du rapport entre prix des fertilisants et prix de vente de la pomme de terre au cours de l'hiver 1990. Le cas de la pomme de terre est bien sûr un cas extrême, car il s'agit d'une culture exigeante en intrants. Par malchance pour les paysans, le "choc" d'août 1990 s'effectue précisément à un moment où ils doivent investir, et ont déjà vendu leurs récoltes de pommes de terre à Tambo Real, de céréales à Maras-Ayllu, pour pouvoir rembourser les prêts de la Banque agraire et commencer les préparatifs de la nouvelle campagne. En août 1990, le prix des fertilisants chimiques est brutalement multiplié, par 6 pour le nitrate, par plus de 10 pour les sulfates et potasses (environ 10 millions pour un sac de 50 kilos). Le prix de la pomme de terre subit lui-même une augmentation relative similaire dans les jours suivants, de façon anarchique : elle atteint 200 000 ou 300 000 intis le kilo. Mais les paysans de Tambo Real ont vendu leurs pommes de terre au mois de juin ou juillet, à un prix de 13 000 à 20 000 intis le kilo et n'ont pu acquérir de fertilisants à ce moment-là, car ENCI (l'entreprise de commercialisation contrôlée par l'Etat) ne les mettait pas en vente. Ils se retrouvent donc en août 1990 dans l'obligation d'acheter le sac de nitrate à un prix correspondant à la valeur de 500 kilos de pommes de terre. Les paysans de Tambo Real, interrogés dans les jours suivants sur leurs choix de production, estiment qu'ils sèmeront en pommes de terre seulement ce qui est nécessaire à leur consommation. Mais leur pessimisme contraste avec l'optimisme des dirigeants de l'entreprise communale : elle cultivera davantage de pommes de terre cette année que la précédente. Ils ne se sont pas laissés abuser par la campagne "contre le choc" du nouveau président. Comme le dollar poursuivait sa hausse après les élections, ils ont jugé préférable d'acquérir des dollars en juillet avec les produits de la vente du bétail et des pommes de terre (mais le dollar, en septembre, n'avait pas encore atteint le niveau que

tous attendaient) ; ils ont labouré au tracteur avant le changement de gouvernement, pour ne pas souffrir de la hausse du prix du combustible ; ils ont constitué des réserves de pesticides, fertilisants et produits vétérinaires acquis antérieurement (en quantités suffisantes pour cultiver également les terres individuelles). Seul le nitrate n'a pu être obtenu.

L'évolution des prix relatifs : tirer parti de la crise

Les jeunes de Maras-Ayllu font preuve, comme les dirigeants de Tambo Real, d'un dynamisme réel. Depuis 1987, ils ont décidé de cultiver du blé dans les terres communales. Le blé se vend en effet à un prix intéressant car l'Etat achète une partie de la production à un prix garanti. Le discours des jeunes de Maras souligne également le désir d'échapper au "capitalisme international" personnifié par la brasserie. Avec l'aide de la Banque agraire, et en effectuant des opérations financières qu'ils préfèrent taire, ils ont acquis peu à peu, au nom de la communauté, des tracteurs et une moissonneuse-batteuse, un moulin électrique et récemment, fin 1989, un four électrique qui fournit du pain à toute une partie de la Vallée Sacrée de l'Urubamba. Peu à peu les producteurs individuels ont également commencé à cultiver plus de blé, alors que la brasserie, affectée par le ralentissement de la consommation de bière après le premier choc anti-inflationniste de 1988, n'avait plus intérêt à les inciter à produire de l'orge. Les critiques (l'entreprise communale ne paye pas - pas encore, disent les responsables - les producteurs qui lui vendent du blé, et ne redistribue pas les bénéfices) et procès intentés contre le président et ses partisans n'empêchent pas le bon fonctionnement de l'entreprise. En raison des investissements réalisés, on peut penser qu'il serait difficile à l'entreprise communale de Maras de changer à nouveau de production dominante. Cependant, seul le four à pain est ici un élément de rigidité. En effet, le moulin comme les machines agricoles trouveraient leur usage également dans l'hypothèse d'un retour à l'orge.

TOUTES LES RÉACTIONS NE SONT PAS DE REPLI

L'audace dont font preuve les jeunes paysans de Maras-Ayllu ou de Tambo Real a de quoi surprendre. Tout aussi audacieuse peut d'ailleurs paraître la persistance des paysans de Pucyura à cultiver oignons et carottes, alors que les risques de commercialisation sont réputés élevés, même en période de stabilité économique. On aurait pu s'attendre, dans la crise qui frappe le Pérou, à des réactions de repli par rapport au

¹ *Políticas de precios y subsidios agrícolas, impactos macro-económico y sectorial. Perú 1985-1989* (1989).

marché. Or, si ces réactions existent, en particulier pour la pomme de terre, les paysans des environs de Cusco cherchent également de nouveaux débouchés et se lancent dans des opérations financières risquées. Ils agissent souvent en association ou collectivement, contournant ainsi le problème du manque de terres et partageant des risques dont on ne sait d'ailleurs pas s'ils pourront toujours les assumer. Il s'agit certes de paysans placés dans des conditions favorables, par la proximité de la ville et par les caractéristiques des territoires qu'ils cultivent. Ces espaces peuvent passer pour des îlots de relative prospérité, alors qu'une partie du Pérou est aujourd'hui plus isolée que jamais par suite

de la présence du groupe terroriste Sentier Lumineux. Les paysans des environs du Cusco sont bien sûr affectés par l'instabilité des prix, par la désorganisation du pays, qui rend difficile l'accès aux capitaux et aux intrants, et par un manque de terres plus structurel qui reflète l'absence de possibilités d'emploi dans les autres secteurs de l'économie. Cependant, l'accès des paysans, et non plus seulement des "métis", aux connaissances nécessaires pour maîtriser les données du contexte économique et politique national est, dans ces lieux, un élément nouveau. Il s'ajoute à leur habitude du risque pour faire de certains d'entre eux d'étonnants gestionnaires dans la crise.